

Jean-Pascal van Ypersele

« Il faut un plan à la mesure des enjeux »

Il est à Bali et, de là, il file à Barcelone. Début décembre, il prendra le train pour rejoindre Copenhague, où doit se tenir un sommet capital consacré au climat. Les représentants des 190 pays qui y assisteront tenteront de mettre au point un nouvel accord mondial de lutte contre le réchauffement climatique. Un petit frère pour le protocole de Kyoto, en quelque sorte. Jean-Pascal van Ypersele, climatologue, professeur à l'UCL et l'un des vice-présidents du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), couronné par le prix Nobel de la paix en 2007, sera de toutes les discussions. Il y croit : « J'ai beaucoup de mal à imaginer qu'il n'y ait pas d'accord, quand je vois l'importance des efforts déployés par la communauté internationale depuis trois ans », dit-il.

Le Vif/L'Express : A quelques semaines du début du sommet de Copenhague, les coulisses bruissent de rumeurs contradictoires. Certains ne parlent déjà plus d'accord entre les pays participants mais juste d'une déclaration politique commune. Seriez-vous déçu dans ce cas ou serait-ce déjà inespéré ?

➤ **Jean-Pascal van Ypersele :** Je pense que le sort de Copenhague se jouera dans les deux dernières heures de la nuit qui suivra la dernière journée officielle de la réunion. Tout ce qui se dit maintenant est intéressant, mais relève souvent de manœuvres de positionnement d'acteurs qui souhaitent orienter les discussions dans leur intérêt. Lors de la préparation du protocole de Kyoto, certains lobbys déployaient toute leur énergie pour annoncer sa mort peu avant qu'il soit conclu. Les efforts de la communauté internationale pour préparer un nouvel accord ont été si importants depuis trois ans que j'ai beaucoup de mal à imaginer qu'il puisse ne pas y en avoir. Chacun sait aussi qu'il faut deux à trois ans – le temps que les ratifications interviennent – pour que cette convention entre en vigueur. Or la première période du protocole de Kyoto expire à la fin de 2012. S'il n'y pas d'accord ratifié au début de 2013, une partie des marchés du carbone s'effondreront. Personne n'y a intérêt, ni au Nord ni au Sud. Je ne vois aucun pays non plus qui serait prêt à porter la responsabilité écrasante d'un échec des négociations.

La position des Etats-Unis, qui ne semblent pas prêts à se fixer d'objectif trop contraignant en matière de réduction des émissions de CO₂, ne facilite pas la tâche des autres pays. Etait-ce prévisible ?

➤ Oui. Bien avant d'apprendre le nom du successeur de George Bush, on savait que la nouvelle administration américaine, quelle qu'elle soit, aurait besoin de près d'un an pour revenir sérieusement à la table des négociations.

Sachant les défis intérieurs auxquels le président Obama est confronté, comment pensez-vous qu'il puisse faire évoluer les mentalités de manière à pouvoir défendre, à l'extérieur, une position en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique ?

➤ Il devrait s'appuyer sur des décisions « domestiques », qui mettent en avant la sécurité et l'indépendance énergétique des Etats-Unis plus que la protection de l'environnement mondial. A la Chambre des représentants comme au Sénat, les choses bougent. L'intérêt des députés et sénateurs américains pour Copenhague est d'ailleurs étonnant : on annonce la participation d'une centaine d'entre eux au sommet ! De son côté, l'EPA (l'agence américaine pour >>>



JEAN-PASCAL VAN YPERSELE :

« Il faut s'attendre en Belgique à une augmentation des vagues de chaleur, mais aussi à des précipitations particulièrement intenses, à des inondations, à une perturbation des écosystèmes, à un rétrécissement des plages... »

>>> la protection de l'environnement) se prépare à prendre des mesures de restriction des émissions de gaz à effet de serre aux Etats-Unis. D'ici à quelques mois, certains seront surpris de l'évolution outre-Atlantique, après huit ans de négationnisme climatique. Pour faire avancer les choses plus vite, il faudrait qu'Obama mette tout son poids dans la balance, et se rende notamment à Copenhague après avoir reçu son Nobel de la paix à Oslo, juste à côté...

Comment interprétez-vous les récentes déclarations du président

Obama, faites en commun avec les plus hauts représentants chinois, en faveur d'une intervention de poids dans la lutte contre le réchauffement climatique ?

> Si les législateurs américains ont le sentiment que l'accord qu'on leur demande de ratifier à Copenhague n'impose aucune obligation à la Chine, ils refuseront de le faire, comme ils ont refusé de ratifier le protocole de Kyoto. La bonne nouvelle, c'est que la Chine s'éveille au défi des changements climatiques. Elle vient de se payer la plus grande centrale solaire photovoltaïque du monde. Le président Hu Jintao a promis de réduire son intensité énergétique « de manière notable ». Obama a bien compris qu'il y a tout à gagner à un partenariat avec la Chine en la matière.

Certains pays, dont la Belgique, se disent prêts à s'engager sur des objectifs très stricts de réduction des gaz à effet de serre. Cela aurait-il du sens, en termes environnementaux et en termes de compétitivité, si de grands Etats comme les Etats-Unis ne suivent pas ?

> Aucun pays ne peut résoudre le problème des changements climatiques tout seul. Mais si tout le monde attend que les autres bougent, cela peut encore durer longtemps. C'est pour cela qu'un accord international est si important. Une des conditions de l'efficacité d'une telle convention, et d'une vaste participation, c'est justement que les pays soient soumis à des contraintes semblables, s'ils ont un niveau de développement comparable. Cela étant dit, il y a aussi place pour l'audace : les pays qui se libéreront les premiers des combustibles non renouvelables (fossiles ou fissiles) seront, à terme, ceux que l'on copiera et dont on achètera les produits.

Comment expliquer que de nombreux citoyens, du moins au plus formé, restent imperméables au discours sur

« LA BONNE NOUVELLE, C'EST QUE LA CHINE S'ÉVEILLE AU DÉFI DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES »

la lutte contre le réchauffement climatique et aux mesures à prendre, à titre individuel, pour y participer ?

> Je crois qu'on n'a pas encore atteint la masse critique d'actions individuelles et collectives qui rendrait intolérable la pression sociale sur ceux qui continuent à émettre des gaz à effet de serre comme si de rien n'était. On ne peut pas se permettre d'attendre que la bonne volonté tombe du ciel : il faut un cadre réglementaire et économique fort, qui pousse tout le monde à agir, tout en protégeant les plus faibles.

En Belgique, on ne voit pas encore poindre les effets du réchauffement climatique, et si la température augmentait de 2 degrés, cela ferait plutôt plaisir aux habitants. Comment concrètement éveiller la population à cette réalité ? Quand on annonce que les habitants de certaines îles du Pacifique, menacées d'être englouties par les eaux, sont contraints d'abandonner leurs terres et de déménager, c'est plus concret...

> La Belgique ne sera pas épargnée. Il faut s'attendre à terme à une augmentation des vagues de chaleur – avec l'impact que l'on devine sur la santé et la mortalité –, mais aussi des précipitations particulièrement intenses et des inondations, à une perturbation des écosystèmes, à un rétrécissement des plages, à un afflux de réfugiés climatiques, etc.

Malgré la lenteur de cette prise de conscience, vous êtes optimiste. Qu'est-ce qui vous y pousse ?

> Aujourd'hui, ce sont les chefs d'Etat et les chefs de gouvernement qui s'occupent du problème, ce ne sont plus seulement les ministres de l'Environnement, comme il y a 5 ans encore. Beaucoup de responsables politiques ont commencé à prendre conscience de l'importance de l'enjeu, même si l'inertie politique à laquelle nous sommes parfois confrontés est terriblement frustrante. Il y a eu aussi le rapport Stern en 2006, puis le rapport du Giec en 2007, qui ont montré deux choses : que le coût de la prévention, en réduisant les émissions de CO₂, était de loin inférieur à celui des dégâts causés ; et qu'il était possible, avec les techniques et les politiques connues aujourd'hui, de réduire ces émissions tout en accroissant le bien-être de ceux qui en ont besoin. Je suis aussi frappé de la prise de conscience dans les milieux économiques : beaucoup de dirigeants ont compris qu'il y avait un problème grave à résoudre, et que, s'ils font partie du problème, il ne tient qu'à eux de faire partie de la solution, ce qui leur ouvrirait des opportunités.

Justement. Désormais, tout le monde se mêle du débat sur le climat : les syndicats, le patronat, les ONG, les gouvernements, l'associatif... Cela vous paraît une bonne chose ?

> Oui. Tout le monde émet du CO₂, en chauffant son habitation, en roulant en voiture, en prenant l'avion... Imaginer que seules des mesures imposées d'en haut feront

BIO

JEAN-PASCAL VAN YPERSELE

1957 Naissance à Bruxelles.

1980 Licence en sciences physiques à l'UCL.

1983 Devient chercheur à l'UCL.

1997 Entre au Conseil national du développement durable.

2002 Membre du bureau du Giec et vice-président de l'un de ses groupes de travail.

2007 Prix Nobel de la paix attribué au Giec.



BELGA

« JE CROIS QU'IL Y A BEAUCOUP À CHANGER DANS LA MANIÈRE DONT LE MONDE ET L'ÉCONOMIE FONCTIONNENT ACTUELLEMENT »

changer les comportements, c'est illusoire. Il faut, au contraire, débattre, expliquer, discuter. Plus il y a d'acteurs différents pour relayer ce message, mieux c'est.

Croyez-vous que les responsables politiques ont vraiment pris conscience de l'ampleur du problème et de la nécessité absolue de mettre au point un plan de réplique qui tienne compte de dizaines de paramètres différents en même temps ? Autrement dit, sont-ils capables d'avoir une vision de long terme, indépendante des échéances électorales ?

➤ Il y a des hommes et des femmes politiques qui travaillent dans l'intérêt général et pas seulement pour assurer leur réélection. Ils ne courent pas les rues mais il y en a. Cela dit, la question de l'implication de responsables politiques qui ne pensent souvent que pour les 5 ou 6 ans à venir est réelle. Il est donc essentiel de trouver des mesures de lutte contre le réchauffement climatique qui allient des bénéfices à court et à long terme. De manière générale, pour résoudre la question du climat, il est plus intéressant d'envisager la chose de façon beaucoup plus large afin de tenir compte de tous les paramètres annexes. On l'a vu par le passé : chaque fois qu'on essaie de résoudre un problème environnemental sans tenir compte suffisamment du contexte, soit on ne fait que déplacer le problème, soit même on l'aggrave. Quand on a supprimé les gaz CFC responsables du trou dans la couche d'ozone, on les a remplacés d'abord par des gaz bien plus nocifs encore en termes d'effet de serre...

Craignez-vous que la lutte contre le réchauffement climatique aille de pair avec une certaine forme de régression sociale ?

➤ C'est un risque auquel il faut être particulièrement attentif. La hausse inévitable du prix de la tonne de CO₂ émise dans l'atmosphère affectera d'abord les plus bas revenus. Il est donc indispensable que la politique climatique s'accompagne de mesures ciblées pour éviter les dégâts so-

ciaux, tout en protégeant l'environnement. **A vos yeux, que devrait absolument contenir le plan mondial de lutte contre le réchauffement climatique ?**

➤ Qui suis-je pour le dire ? Il y aura 10 000 experts à Copenhague pour répondre à cette question. Je pense néanmoins qu'il faut un plan à la mesure des enjeux, avec des objectifs de réduction des émissions de CO₂ beaucoup plus ambitieux que ceux qui sont évoqués jusqu'à présent. Il faut aussi que les pays industrialisés reconnaissent leur responsabilité par rapport aux pays en développement, souvent les premières victimes du réchauffement. Cela doit se traduire en montants financiers mis à leur disposition pour les aider à faire face aux dégâts dus au réchauffement du climat et à transformer leur modèle de développement en une version plus propre.

Un tel plan est-il compatible avec l'idéologie globalement libérale qui domine dans le monde ?

➤ Je ne suis pas le bon interlocuteur pour répondre à cette question. Je crois qu'il y a beaucoup à changer dans la manière dont le monde et l'économie fonctionnent actuellement. Certains économistes affirment que le capitalisme peut s'accommoder de ces changements ; d'autres disent le contraire. J'ai un avis sur la question mais il ne me semble pas opportun de le partager si je veux rester au service de tous.

Vos prises de position, notamment sur le nucléaire, ne risquent-elles pas de nourrir le reproche de « parti pris idéologique » que certains de vos adversaires ne manquent pas de formuler ?

➤ Je mets au défi quiconque de me ranger dans une boîte politique précise. Mon avis nuancé sur le nucléaire n'a certainement ravi aucun parti. Mais, en Belgique, on aime les étiquettes. C'est pourquoi je suis prudent : je ne tiens pas à en avoir une. Les étiquettes ferment des portes. Or il est plus utile et plus efficace de parler à tout le monde. A l'exception de celles de l'extrême droite, je réponds à toutes les invitations. Si je disais pour qui je vote, je desservirais mon travail.

En Belgique, que faudrait-il prioritairement faire dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique ?

➤ Isoler beaucoup mieux les bâtiments. Cela permettrait à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre et la facture énergétique des consommateurs. Sur le plan fiscal, une initiative pourrait être prise, mais elle n'est pas populaire : la taxation du mazout de chauffage qui, contrairement au diesel, n'est pratiquement pas touché par des prélèvements fiscaux. Il faudrait bien sûr mettre cette taxation en place de manière progressive et prévoir des mesures d'accompagnement. L'argent ainsi récolté pourrait servir à financer les chantiers d'isolation des bâtiments et à soutenir une politique emploi-environnement. Si les gens voient que l'argent qu'ils paient leur revient sous une autre forme, ils seront convaincus. ●